

Unité départementale du Rhône
63, avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2023

Contexte et constats

Publication éventuelle sur **GÉORISQUES**

Société OXYANE (ex Terre d'Alliances)
Zone industrielle et portuaire
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE

Références : UDR-CRT-23-158-HD

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2023 dans l'établissement OXYANE (ex Terre d'Alliances) implanté à Villefranche-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 06/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est éventuellement publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société OXYANE (ex Terre d'Alliances)
Zone industrielle et portuaire
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE
- Code AIOT dans GUN : 0006103857
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site de Villefranche-sur-Saône comprend 3 sociétés distinctes : la société OXYANE, la société Bernard (Silo 4 sans personnel sur site) et la société de gestion indépendante (GEI) conjointe pour la gestion des installations/moyens communs. L'ensemble des installations est exploité par OXYANE.

La société OXYANE (ex Terre d'Alliances) est autorisée à exploiter l'installation par arrêté préfectoral du 06 mai 2013 modifié.

Le thème de visite retenu est le respect de l'arrêté n° DDPP-DREAL 2023-75 portant mise en demeure de la société OXYANE (ex Terre d'alliances) à Villefranche-sur-Saône du 11/04/2023 faisant suite à la visite d'inspection du 19/01/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non-conformité et des observations.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Article 4.2.2 - Arrêté préfectoral du 06 mai 2013 modifié	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Identification et séparation des effluents	Articles 4.3.1 et 4.3.10 - Arrêté préfectoral du 06 mai 2013 modifié. Article 4 - Arrêté du 2 février 1998	/	Mise en demeure actualisée	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collectes des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués sur l'ensemble du site d'OXYANE (ex Terre d'Alliances) implanté à Villefranche-sur-Saône.

Cette visite a permis d'établir plusieurs constats nécessitant une action de la part de l'exploitant :

- l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié concernant la séparation des réseaux de collecte des eaux pluviales et des effluents susceptibles d'être pollués ;
- l'exploitant propose un programme de travaux de mise en conformité des réseaux d'eau avec des échéances raisonnables ;
- l'exploitant met à jour le plan des réseaux.

Ce projet de régularisation est porté à la connaissance de l'inspection avant la fin de l'année 2023.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Article 4.2.2 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.
Thème(s) : Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..),• les secteurs collectés et les réseaux associés,• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs....)• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)
Constats : L'exploitant a répondu au rapport N°UDR-CRT-23-20-HD de l'inspection du 19/01/2023 par courrier daté du 26 juillet 2023. Concernant le point de contrôle n°3 « Plan des réseaux » il indique : « <i>Pour une meilleure lisibilité, une prestation est engagée avec la société Cortambert pour réaliser un unique plan. La prestation sera pleinement réalisée après la fin de tous les travaux engagés et l'enrobage en mars 2024.</i> » L'exploitant présente un plan unique représentant l'ensemble de l'installation sur lequel est représenté le projet de séparation des eaux pluviales de toiture des eaux susceptibles d'être polluées des bâtiments silos 3 et 4. Il dit également avoir des difficultés à acheminer les eaux de toitures des silos 1 et 2 en Saône à cause de la présence de la voie ferrée. L'inspection constate que, en réponse au rapport de l'inspection du 19/01/2023, l'exploitant a : <ul style="list-style-type: none">• réalisé un plan unique sur l'ensemble de l'installation ;• complété son plan pour y intégrer le projet de séparation des eaux pluviales de toiture des silos 3 et 4 des eaux de voirie susceptibles d'être polluées ;• complété son plan pour y intégrer le projet d'une zone imperméabilisée supplémentaire afin de collecter les eaux de voiries au Sud du site. En revanche le projet n'intègre pas la collecte et la séparation des eaux pluviales de toiture des silos 1 et 2, de plus, les secteurs collectés et les point de contrôle des ouvrages d'épuration n'apparaissent pas sur le plan.
Demande 1 : L'exploitant identifie une solution technique conforme à la réglementation et la plus adaptée aux contraintes locales pour séparer les eaux pluviales des eaux susceptibles d'être polluées. Il complète son plan conformément aux prescriptions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié. Le plan complété est envoyé à l'inspection dans un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Identification et séparation des effluents

Référence réglementaire :

Articles 4.3.1 et 4.3.10 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié ;
Article 4 - Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
Arrêté n° DDPP-DREAL 2023-75 portant mise en demeure de la société OXYANE (ex Terre d'alliances) à Villefranche-sur-Saône du 11/04/2023.

Thème(s) :

Identification des effluents

Prescription contrôlée :

4.3.1 - L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Eaux pluviales non souillées (EP1) : eaux de toitures qui sont rejetées dans la Saône,
- Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EP2) : eaux de voiries, qui transitent par 3 séparateurs à hydrocarbures avant rejet dans la Saône,
- Eaux usées d'origine domestiques (ED) qui transitent par la station d'épuration de Villefranche-sur-Saône avant rejet dans la Saône.

4.3.10 -Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents susceptibles d'être pollués ;

La société Oxyane a été mise en demeure de respecter les dispositions ci-dessus dans un délai de 3 mois à compter du 13/04/2023.

Constats :

L'exploitant a répondu au rapport N°UDR-CRT-23-20-HD de l'inspection du 19/01/2023 par courrier daté du 26 juillet 2023. Concernant le point de contrôle n°4 « Identification des effluents » il indique : « *Pour rappel, notre site de Villefranche-sur-Saône est existant et a été construit en 2000. Il est régulièrement autorisé depuis cette date, par différents arrêtés préfectoraux successifs dont celui du 18/07/2007 qui stipule clairement dans son Titre 2 « Prescription techniques applicables à l'ensemble de l'établissement » § 4.4.2 Traitement des effluents liquides / Eaux pluviales : « Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits. » Sur les silos 1 et 2 construits avant l'extension des silos 3 et 4 (de 2013) et régis par l'AP de 2007, nous avons respecté nos obligations de traitement de l'ensemble de ces eaux de toitures et de voiries en passant par un séparateur d'hydrocarbures dimensionnés et entretenus tous les ans par une société spécialisée. Sur le nouvel arrêté du 06/05/2013 consécutif à notre projet d'extension des silos 3 et 4, une mention apparaît en effet au § 4.3.10 : « Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collectes des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués »*

La stratégie de traitement des eaux a donc été reprise dans la continuité de l'existant à savoir : un traitement de toutes les eaux de pluie (y compris les eaux de toitures) susceptibles d'être souillées. Ainsi, 2 séparateurs d'hydrocarbures supplémentaires ont été mis en place au niveau des silos 3 et 4. Ce point de situation étant posé, nous nous engageons à régulariser la mise en place d'un réseau séparatifs d'eaux pluviales de toiture indépendants du réseau de collecte des eaux de voiries sur les silos 3 (Sud) et 4 (Silo Bernard) selon l'échéancier de travaux suivant :

- Mi-novembre 2023 (Après la collecte d'automne) : Mise en place de la zinguerie (chéneaux et descentes)
- Fin novembre (Après la collecte d'automne) : terrassement et mise en place des conduites enterrées d'eaux pluviales et vannes d'arrêt
- En fonction de la météo, mise en place d'un enrobé en bout du silo 3 Sud dans la continuité ou à des températures plus clémentes au printemps 2024
- Dès la fin des travaux : mise à jour du plan des réseaux

Vous trouverez en annexe 8 un exemple de projet de mise en place de ce réseau séparatif sur le silo 3. Il en sera de même pour le silo 4. Enfin, concernant les silos 1 et 2 et en tenant compte

- de l'analyse des textes précédemment cités dans nos différents arrêtés préfectoraux successifs
- de l'existence des silos 1 et 2 avant l'extension de 2013
- de la conformité de toutes nos analyses annuelles d'eaux en sortie de séparateurs d'hydrocarbures
- de l'entretien annuel de nos séparateurs d'hydrocarbures
- du traitement de toutes les eaux sans exception avant rejet et donc de l'absence de risque avéré
- du rapport du bureau d'études spécialisé Ginger-Burgeap de février 2023 qui conclue à une possibilité d'augmenter le seuil de rejet des MES de 35 mg/L à 100 mg/L sans impacter le milieu récepteur

nous ne prévoyons pas d'engager des travaux supplémentaires. »

L'inspection rappelle à l'exploitant les dispositions l'arrêté préfectoral du 18/07/2007 abrogé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié : « 4.2 - Collecte des effluents liquides : Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. Les eaux sanitaires se rejettent dans le réseau d'assainissement collectif. Les eaux de ruissellement des voiries se rejettent dans le milieu naturel après passage dans un déshuileur/débourbeur. »

Il est donc, sur l'ensemble du site, interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collectes des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués comme le stipule l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'inspection constate que :

- les eaux de toitures ne sont pas collectées ni séparées des eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées ;
- ces eaux transitent par les ouvrages d'épuration avant rejet dans la Saône ;
- le projet de régularisation de l'exploitant n'intègre pas la collecte et la séparation des eaux pluviales de toiture des silos 1 et 2 ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de respecter les échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/04/2023.

L'exploitant dit vouloir mettre en conformité son site et étaler le coût de cette mise en conformité sur plusieurs exercices comptables en raison des difficultés financières qu'il rencontre provoquées par la guerre russo-ukrainienne.

Demande 2 :

L'exploitant identifie, sur l'ensemble du site, une solution technique conforme à la réglementation pour séparer les eaux pluviales des eaux susceptibles d'être polluées (cf constat n°1) et propose un programme de travaux.

Les travaux doivent être réalisés avant la fin de l'année 2024.

Il transmet à l'inspection un dossier de porter à connaissance du projet de régularisation avant la fin de l'année 2023. Les délais annoncés pour la réalisation des travaux ne peuvent pas dépasser la fin de l'année 2024 et seront justifiés par un argumentaire technico-économique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions

Proposition de délais : 15 mois